

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Mon-temoignage-sur-les-massacres-au-Guatemala>

Mon témoignage sur les massacres au Guatemala

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 26 juin 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Retour au Guatemala après l'article de Marilyne Griffon, « [Au Guatemala, « la mano dura » face aux revendications sociales](#) », récemment publié sur *Mémoire des luttes*. Meurtri par trente-six ans de guerre civile (1960-1996), ce pays connaît actuellement une actualité politique intense qui met au cœur du débat public la question du « génocide » perpétré contre les indiens durant ces années noires. Dans ce témoignage personnel, l'ancien ambassadeur de France Pierre Charasse, présent dans le pays entre 1977 et 1979, évoque sa confrontation avec la montée de la violence militaire qui conduira à l'horreur et analyse les enjeux actuels du procès du général Efraín Ríos Montt.

On parle rarement du Guatemala dans les médias internationaux. Mais le 10 mai 2013, une nouvelle a fait grand bruit : fait inattendu et exceptionnel, un tribunal civil du Guatemala présidé par la juge Jazmin Barrios, a condamné le général Efraín Ríos Montt, ancien président de facto de la République (1982-1983) à quatre-vingt-ans de prison dont cinquante pour génocide. Mais peu après, le 22 mai, la Cour constitutionnelle de Guatemala a annulé le jugement pour vice de forme. Le procès doit être révisé en appel. Depuis, on ne parle plus du Guatemala...

Je crois utile de donner un éclairage sur la situation dans ce beau et malheureux pays. Les forces armées et les milieux d'affaires, notamment les grands « finqueros » producteurs de café, ont toujours agi d'un commun accord pour « libérer » le Guatemala de la « menace communiste ». Durant trente-six ans (1960-1996), le Guatemala a vécu une longue guerre civile qui a fait 200 000 morts et provoqué l'exil au Mexique de 450 000 personnes. Il est établi que plus de 90% de ces victimes civiles sont le fait de l'armée ou groupes paramilitaires, la guérilla n'ayant jamais pratiqué l'élimination physique des dirigeants indiens qui lui étaient opposés, sauf dans un cas qu'elle reconnaît (« El Aguacate », 22 morts) et qui s'est produit à la suite de la désobéissance d'un chef local de la guérilla et de problèmes de communication avec l'état major de son groupe. Or, l'extrême droite demande que si l'armée est accusée de génocide, la guérilla le soit aussi !

Entre 1994 et 1996, douze accords de paix ont été signés à Oslo, Stockholm, Madrid et Mexico entre le gouvernement guatémaltèque et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) qui représentait les différentes composantes de la guérilla. Reproduisant le schéma des accords de paix à El Salvador signés à Mexico en 1991, la guérilla a accepté de déposer les armes et de s'intégrer à la vie publique du pays en participant aux élections locales et nationales, en échange d'un arrêt de la violence et de la répression orchestrée par le pouvoir politique, l'armée et l'oligarchie. Sur le papier, ces accords sont exemplaires. Mais très vite, il est apparu que la structure socio-économique du pays n'avait pas changé et que le système politique guatémaltèque, même revenu à des normes « démocratiques » depuis 1986, restait contrôlé par l'armée et les groupes du secteur privé les plus réactionnaires qui n'avaient aucune intention d'intégrer la population indigène à la société. Tant de morts et tant de violence pour quel résultat ?

Le procès du général Ríos Montt a déchaîné les forces les plus obscurantistes du pays qui dénoncent « la farce du génocide, complot communiste appuyé par l'église catholique ». Mais il est de notoriété publique que Ríos Montt est un dangereux illuminé, membre actif d'une secte évangéliste qui s'est donné pour mission de sauver l'Occident. Les massacres ordonnés par lui-même, ses prédécesseurs et successeurs ont des relents de purification ethnique. Les menaces de mort contre d'anciens dirigeants politiques de l'opposition et de la guérilla ont repris. Une « [Fondation contre le terrorisme](#) » a été constituée et accuse ouvertement sur son site Internet () ceux qui ont appuyé ce procès de constituer une menace pour le pays. Parmi les personnalités menacées on trouve Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix, qui mène de nombreuses actions en faveur des peuples indigènes. A juste titre, les personnes nommément mises en cause par cette Fondation craignent la réapparition des escadrons de la mort et de la violence politique, comme si rien ne s'était passé au Guatemala depuis dix-sept ans.

Le Guatemala est le pays d'Amérique centrale où la population indigène est la plus nombreuse. Peuplé de 15,5 millions d'habitants, le groupe maya représente plus de la moitié de la population (environ 8 millions de personnes). De nombreux indiens mayas se sont « ladinisés », c'est-à-dire ont abandonné leurs villages pour venir grossir la

population urbaine ou ont émigré aux Etats-Unis. Beaucoup ont renoncé à l'usage de leur langue (il y a vingt-deux langues reconnues dans le groupe maya) et au port du costume traditionnel.

La population maya cherche aujourd'hui à survivre dignement, en sécurité, à s'intégrer au monde moderne et à être reconnue pour ses différences. Mais elle veut aussi que soient reconnues ses souffrances et que soient identifiés et condamnés ceux qui ont mis en oeuvre un génocide soigneusement planifié pour éliminer physiquement tout un groupe ethnique au nom de la défense de l'Occident.

J'ai vécu et travaillé au Guatemala de 1977 à 1979, comme premier secrétaire à l'Ambassade de France. Arrivé un an après le tremblement de terre de 1976, j'ai vu comment l'armée, sous la présidence du général Kjell Eugenio Laugerud García, avait profité de cette catastrophe naturelle pour commencer son travail de contrôle de la population maya-quiché et l'élimination physique des dirigeants sociaux qui s'investissaient trop dans la reconstruction de leurs communautés villageoises. Mais c'est avec le général Romeo Lucas Garcia, élu président en 1978, que l'horreur a pris une autre dimension. Les forces armées, conseillées par des experts américains et israéliens, ont mis en oeuvre un programme d'intégration forcée des indiens (création de « villages stratégiques » déjà expérimentée au Vietnam par les américains) et d'élimination physique des dirigeants qui échappaient à leur contrôle. L'armée est intervenue directement dans ces actions ou en liaison étroite avec des groupes paramilitaires soutenus par les grands propriétaires du pays et une partie du secteur privé. C'est ainsi qu'ont été créées les Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) dans lesquelles ont été enrôlés de force de nombreux indiens pour faire « le sale boulot » pour le compte de l'oligarchie et des militaires au pouvoir. Au même moment se sont développés et structurés les mouvements de guérilla (Armée de guérilla des pauvres, Organisation du peuple en armes, Forces armées rebelles regroupées au sein de l'URNG) qui recrutaient aussi dans les villages mayas, mais étaient surtout dirigés par des intellectuels « ladinos » de la capitale. La population s'est ainsi trouvée écartelée, participant malgré elle à sa propre destruction.

Durant mon séjour au Guatemala, j'ai été amené à aider, avec mon épouse Guadalupe, des indiens mam du village de Todos Santos dans la Sierra de los Cuchumatanes au nord du Quiché, qui voulaient tout simplement construire un petit musée pour recueillir les vestiges archéologiques fort nombreux qu'ils découvraient en travaillant la terre. Ils pensaient qu'il était important de créer une conscience collective de la culture maya. Todos Santos est très connu pour sa fête des morts le 1er novembre. Un petit groupe de personnes est alors venu à la capitale pour chercher des appuis. Il s'est adressé à l'Alliance française qui a décidé de les aider (en particulier Jeannine, l'épouse du directeur avec l'aide de quelques collègues de l'ambassade), notamment lors de leurs visites dans la capitale (hébergement, aides financières, contacts). C'est ainsi qu'avec Guadalupe j'ai fait la connaissance de l'un des responsables du projet dont je tairais le nom compte tenu du contexte actuel, et nous sommes devenus amis. Emigré aux Etats-Unis, il a encore quelques parents à Todos Santos. Paysan simple mais d'une intelligence aigüe, il voulait aussi agir pour le progrès social de son village, par exemple en installant un réseau d'eau potable. Pour lui, le projet du musée était un point de départ pour mobiliser la population et mettre un terme à des siècles d'humiliation. Mais son activité, que nous qualifierions aujourd'hui de « citoyenne », était hautement suspecte aux yeux de l'armée. Avec de telles idées il ne pouvait être que communiste ou proche de la guérilla ! En 1982, alors que j'avais quitté le Guatemala, cet ami m'a contacté depuis les Etats-Unis pour me raconter sa triste aventure. Le général Benedicto Lucas, commandant militaire de la région Nord, frère de l'ancien président (ancien stagiaire de l'Ecole de guerre en France et admirateur des actions « musclées » de l'armée française en Algérie) s'était rendu personnellement à Todos Santos pour mettre en place un plan d'élimination de « tous les communistes ». Peu après son passage, l'armée s'est installée dans le village, a commencé à massacrer une partie de la population et à brûler maisons et récoltes. Mon ami, alerté par des proches que l'armée le recherchait, s'est enfui avec sa famille. Après bien des péripéties, il a pu arriver aux Etats-Unis, dans le Tennessee, recueilli par la communauté mohawk. C'est là qu'il apprit qu'une partie de sa famille avait été massacrée, que sa maison avait été brûlée et qu'il ne pouvait plus revenir au Guatemala. Je suis resté en contact épistolaire avec lui pendant quelques temps. Il a souffert de son exil aux Etats-Unis, brutalement confronté à une société radicalement différente de celle de son village. Ses enfants se sont américanisés et ne retourneront probablement jamais au Guatemala. La lettre qu'il m'a envoyée le 14 avril 1982 est pathétique et illustre parfaitement la manière dont a été conduite la politique de génocide de tout un peuple :

TENESCE

Abril 14/82

Pedro y Guadalupe Chafasse

Hace un tiempo muy largísimo que no
hemos quedado sin noticias pero ahora tengo mas tiempo
para poder escribir. Pero al mismo tiempo estoy escribiendo
esta carta con lagrimas en mis ojos no hayo ni que hacer
en ~~entre~~ hice un viaje a Mexico y quise buscar refugio a Mexico
fue cuando le escribi una Carta de San Cristobal de las Casas y
mi viaje todo fue inseguro porque no hayo donde quedarme
y tube que regresar a mi pueblo Todos Santos al fin tube conexión
con una persona de aqui de los Estados Unidos con una Organizacion
de pueblo indigena de Mohawk Nation en Nueva York esta
personas me conocen muy bien entonces ellos me sacaron de
la laguna. Mientras el ejercito me buscaba de dia y noche, y
tube que cambiar de Ropa y toda mi familia logramos salir del pais
hasta llegar aqui en los Estados Unidos es muy duro para mi y
familia por los cambios de clima, cultura, tradición y comida,
estamos tratando de adaptarnos, y trabajando unicamente para
ganar la comida sin ganar ni un centavo. he aceptado asi porque
quise tener vida unos años mas. Pero en Guatemala deje a unos 2
hermanos mas, Roberto Jimenez, y Raymundo Jimenez, pensando
que no les iban a perseguir, pero yo tenia 5 meses de andar las
ultimas palabras de despedida con mis Queridos hermanos, cuando
supe que paso un gran masacre en todos Santos y uno los
primeros fue mi hermano Roberto fue acuchillado, y Raymundo
escapo, a Roberto lo asesinaron le quemaron la casa y la familia
tambien. la Razon en nos persiguieron fue que después de
abandonar la idea del muelle, nos metimos a hacer un proyecto de
agua potable y logramos con éxito, nos metimos a ser un
proyecto de 3 puentes, logramos con éxito, con la ayuda de
Jeanine, y luego estabamos en proceso de otro proyecto de
agua en lugar muy ceco, nuestra jente se nos unió y a
alguien no le gusto demandaron al Ejercito, luego llegaron
a los copios, y tomaron mi nombre mi hermano y otros

con quien trabajamos juntos, luego mataron a 2 de
nuestros compañeros, y nos acusaron de comunistas por
trabajar juntos con mucha jente, cuando nos dimos cuenta
ya nos tenían con el agua en el cuello. yo escape pero
mis amigos no, y mi hermano y el pueblo que ha quedado
en vivienda sin comida y sin Ropa, tengo aqui una
Copia de lo que sucedio, es una Carta de un amigo que
vive en la Capital y el me dijo todo, el me dice que si yo
estubiera en todos Santos ya hubiera muerto, aqui mas
personas que quiza no les quita nuestros hechos daran un
arma muy peligrosa, este Joaquín que dicen se trata de un
hermano que fue ahogado en un gran rio de Ixcán y murio
pero dicen que lo han visto y es un flautillero pero no es
cierto. El problema mas grande para mi es la familia de mi
hermano que le acuchillo estan en casa sin comida, Ropa
y etcetera, no se como puedo sacarlos a México
porque tengo mucho miedo que los busquen a acuchillarlos, estoy
buscando un lugar para ellos, o una forma para ayudarlos
alla mismo, hasta ahora no se pero les escribo despues como
va marchar mis ideas, la casa de ellos mi casa estan quemadas
no puedo detener mis lagrimas, y no tengo mas palabras que
decirles me despido.

Asta la vista

mi dirección y
Escribanme por favor,

P.d. Estoy haciendo todo lo posible para la familia, pero
si en caso muy necesario, voy a solicitar su colaboración
así a mis sobrinos huérfanos.

Le 31 janvier 1980, peu après mon départ du Guatemala, a eu lieu l'épouvantable massacre de l'ambassade d'Espagne, dans lequel mon collègue et ami Jaime Ruiz del Arbol, premier secrétaire et consul est mort brûlé vif. Un groupe de paysans non armés avait pénétré dans l'ambassade d'Espagne pour dénoncer les exactions de l'armée dans les villages du Quiché. Avec l'accord de son gouvernement, l'ambassadeur d'Espagne Máximo Cajal y Lopez avait accepté de recevoir ce groupe et de l'écouter. Le général Lucas, homme brutal et intellectuellement très limité, furieux et peu au fait des normes diplomatiques en vigueur - notamment de l'inviolabilité d'une ambassade -, décida de donner une leçon à « tous ces communistes ». Il donna l'ordre à la police nationale guatémaltèque de « libérer » l'ambassade sans l'accord du gouvernement espagnol. La police utilisa des grenades au phosphore blanc, provoquant un gigantesque incendie. Trente-sept personnes moururent dans cette tragédie (dont Vicente Menchu, père de Rigoberta), soit dans l'ambassade, soit assassinées le lendemain dans les hôpitaux où elles étaient soignées. Quel acharnement sanguinaire ! L'ambassadeur, sérieusement brûlé, a été sauvé par miracle en sautant par une fenêtre avant de recevoir la protection du corps diplomatique. Le lendemain, il recevait un message : « mort au communiste Cajal ! ».

Plus tard en 1991, en poste au Mexique, j'ai été visiter les camps de réfugiés guatémaltèques installés au Chiapas, le long de la frontière Mexique/Guatemala. La Communauté européenne, qui apportait une aide financière, voulait un rapport sur la situation sur le terrain. Le Mexique a fait ce qu'il a pu pour recevoir sur son sol cette masse humaine (450 000 personnes réparties dans plusieurs « camps » au Chiapas et au Yucatan). Mais ces régions du Mexique sont elles-mêmes caractérisées par une population indienne nombreuse, elle aussi pauvre et marginalisée (c'est au Chiapas qu'a eu lieu en janvier 1994 le soulèvement zapatiste et que le monde entier a découvert la figure extraordinaire du Sous-commandant Marcos). Les autorités mexicaines ne pouvaient pas faire pour ces hôtes encombrants plus que pour ses propres ressortissants. Ces réfugiés vivaient misérablement, mais en sécurité. Cependant, leur présence sur le sol mexicain provoquait de nombreuses frictions avec les populations locales. Ils ont peu à peu quitté le Mexique après la signature des accords de paix soit pour retourner dans leurs villages d'origine, soit pour passer aux Etats-Unis, pour ceux qui avaient tout perdu et craignaient pour leur vie.

Voilà le témoignage personnel que je voulais apporter à propos du jugement du général Rios Montt. Il est difficile, après avoir connu ces tragédies humaines, de ne pas exiger que le génocide guatémaltèque soit effectivement reconnu par la justice et que ses responsables soient identifiés et condamnés pour leurs actes. Mais les résistances à l'établissement de la vérité historique sont fortes. Et le président actuel du Guatemala, démocratiquement élu, n'est autre que le général Otto Perez Molina. A l'époque des faits, ce dernier était capitaine (« El capitán Tito ») en charge de mettre en pratique l'élimination de la population indienne dans les villages ixils du nord du Quiché (Nebaj, Chajul, Cotzal). Il est aussi le fondateur des « kaibiles », commandos de choc entraînés aux pratiques les plus brutales, comme l'éventrement des femmes enceintes ou le massacre d'enfants devant leurs parents.

Sur ces événements, je vous recommande la lecture de l'excellent article de la journaliste guatémaltèque Jacqueline Torres Urizar, publié par Ojarasca, supplément de juin du quotidien mexicain, La Jornada : <http://www.jornada.unam.mx/2013/06/08/oja-palabra.html>

Mon séjour au Guatemala a été une surprise et une anomalie dans ma carrière. J'étais destiné à « servir » en Europe. Dans le réseau diplomatique, il y a toute une hiérarchie d'ambassades : les grandes, les moyennes et les petites. J'ai commencé ma carrière à Moscou en 1973, comme attaché d'ambassade, en pleine guerre froide. C'était une « grande » ambassade. En quittant Moscou en 1977, l'ambassadeur me dit, sous les dorures de sa fabuleuse résidence (la Maison Igoumnov, petit palais des mille et une nuits) : « Mon cher Pierre, vous partez pour le Guatemala. Qu'est-ce que vous allez faire dans ce pays que personne ne connaît ? Je vous ai proposé de vous aider pour avoir un bon poste dans une grande ambassade européenne, mais vous n'avez pas voulu. C'est votre choix, bonne chance ! ». « Monsieur l'ambassadeur, lui ai-je répondu, je vous remercie pour votre aide. Moscou a été pour moi une expérience irremplaçable. Mais je crois qu'il faut aussi connaître le reste du monde en dehors de l'Europe et comprendre les conséquences du conflit est-ouest à la périphérie. Je pars au Guatemala ! ».

Et je ne l'ai pas regretté. L'expérience a été dure sur le plan humain, mais m'a aidé à comprendre combien les conflits silencieux, comme celui du Guatemala, sur fond de rivalités entre super-puissances, ont provoqué des victimes civiles innocentes. Aujourd'hui le monde bipolaire a disparu, l'Occident a triomphé, la « menace communiste » a été remplacée par une lutte sans limite contre le terrorisme, « menace globale » aux contours volontairement flous, et la situation de peuples entiers, marginalisés et réprimés, n'a pas beaucoup changé...

Pierre Charasse pour Medelu

[Medelu](#). París, le 24 juin 2013.